

Colin Nicholas



Un nouveau gouvernement prometteur de changement.

Le 9 mai 2018, le gouvernement de coalition au pouvoir depuis 1957, a perdu le pouvoir lors des élections législatives. Le prochain gouvernement, une coalition d'anciens partis d'opposition sous la bannière du Pakatan Harapan (Alliance de l'Espoir) a promis une « Malaisie nouvelle » où parmi des programmes et réglementations progressistes et orientés sur le développement, les droits des Orang Asal, ceux de leurs terres coutumières en particulier, seraient reconnus et respectés. Cependant, la perspective d'espoir pour les Orang Asal s'est révélée fragile lors des premiers mois de la « Malaisie nouvelle ».

Le manifeste électoral du Pakatan Harapan propose 60 promesses et 4 « engagements particuliers ». Environ 11 promesses concernent les droits et demandes des Orang Asal, comprenant :

- la délivrance de services de développement,
- des opportunités économiques,
- la protection de l'environnement,
- la reconnaissance et la restitution des terres coutumières.

Le nouveau gouvernement s'est engagé à reconnaître, à faire respecter et à protéger la dignité et les droits de la communauté autochtone.³

Il s'est aussi engagé à mettre en place les propositions de l'Enquête nationale sur les droits fonciers des peuples autochtones (*National Inquiry into the Land Rights of Indigenous Peoples*).

La Commission des droits humains de Malaisie (SUHAKAM) a préparé le rapport de l'Enquête en 2013.⁴ Ce rapport qui contenait 18 recommandations pour apporter des solutions au problème foncier des Orang Asli, n'a jamais été débattu au Parlement. De plus, bien qu'ayant été examinée et approuvée par une force opérationnelle, aucune mesure connue n'a été prise concernant le rapport de l'Enquête et ses recommandations. Le nouveau gouvernement a néanmoins promis de remettre ce document pour « être débattu au Parlement au cours de la première année de l'administration du Pakatan Harapan. »⁵

Pour le Sabah et le Sarawak, l'administration a promis qu'elle renforcerait « *le rôle et les fonctions du ministère du territoire afin de mener à bien les études du périmètre grâce aux financements, et réaliser une étude qui identifiera précisément les limites des terres coutumières.*»⁶

Cette mesure a déjà été prise dans l'État de Selangor depuis 2010 sous l'administration de la coalition d'opposition du Pakatan Rakyat de l'époque. La force opérationnelle du territoire du Selangor Orang Asli (*The Selangor Orang Asli Land Task Force - BBTOAS*), qui compte des cartographes et formateurs de la communauté autochtone orang asli, a collaboré avec les communautés dans la préparation de leurs propres cartes frontalières. L'intention était que l'État protège la reconnaissance formelle de leurs territoires coutumiers. Ironiquement, la force opérationnelle a été dissoute par une des premières lois du nouveau gouvernement⁷

Les défenseurs autochtones des droits fonciers menacés

Les défenseurs autochtones des droits fonciers continuent d'être les cibles des dirigeants d'entreprise qui essaient d'entraver la reconnaissance des droits des Orang Asal à leurs territoires coutumiers. La bravade de ces derniers est en partie due à l'acceptation apparente du gouvernement étatique, la police et les ministères gouvernementaux des forêts, qui ont tendance à soutenir ceux qui s'approprient les territoires autochtones. Les défenseurs autochtones des droits fonciers, en particulier au Sarawak ont été menacés verbalement, violentés, ou leurs biens ont été détruits. Ces 10 dernières années, près de 20 défenseurs autochtones des droits fonciers ont été menacés par des « mafieux » impliqués dans les partis qui veulent revendiquer les terres coutumières des autochtones.⁸

Bill Kayong, a été tué par balles dans son 4x4 à un feu rouge lors d'une fusillade à caractère mafieux en 2016.⁹ 4 personnes ont été finalement arrêtées, dont un propriétaire de plantations ayant des soutiens politiques, mais elles ont été libérées, à l'exception du tireur (condamné à mort en 2018).¹⁰

En Malaisie péninsulaire, les activistes orang asli continuent d'être victimes de harcèlement et de menaces par les ouvriers des exploitations forestières et les agro-industries. Les Temiar orang asli au Gua Musang ont été contraints de former des barrages à divers endroits depuis 2016 en vue de préserver l'intégrité de leurs réserves forestières. Les autorités, et surtout le ministère des forêts, ont agi plusieurs fois pour mettre un terme à ces barrages, que les Temiar reconstruisent immédiatement. Dernièrement, les bûcherons et les entreprises de l'agro-industrie se sont unis pour démolir ces barrages. Il y a un événement de 2018, au cours duquel on a tiré des coups de feu tandis qu'un groupe de 50 ouvriers d'une entreprise de culture de fruits se sont violemment approchés d'un barrage avec des tronçonneuses et commençaient à le détruire.¹¹ La police et les agences gouvernementales n'ont pris aucune mesure contre ces ouvriers, malgré leurs actes extralégaux.

Les progrès dans la reconnaissance des droits fonciers

Au **Sarawak** : la décision du tribunal fédéral de 2017 dans le procès: *Direction des Forêts, Sarawak v TR Sandah ak Tabau*¹² (également appelé « le procès TR Sandah ») limitait la reconnaissance des droits coutumiers autochtones à ces terres habitées, vides et cultivées (les terres *temuda*). Il affirme que les lois écrites du Sarawak ne concernent

pas le territoire traditionnel plus vaste (*pemakai menoa*) et la forêt communale (*pulau galau*) avec une force légale permettant d'autoriser les autochtones à revendiquer un terrain coutumier. Ce tribunal instruisant le dernier appel a immédiatement mis en cause plus d'une centaine de procès de revendication de titres autochtones au Sarawak. Afin de contrer l'impact politiquement préjudiciable de ce jugement, le code territorial du Sarawak a été amendé en juillet 2018 pour délivrer un titre à durée illimitée pour les terres autochtones coutumières et communales qui ont été catégorisées *pemakai menoa* et *pulau galau*. Cependant, une limite réglementaire a été fixée à 1.000 hectares par titre. Les autochtones ont considéré cet acte comme un changement temporaire, car les demandes communales et coutumières qui excèdent 10.000 ha ne sont pas inhabituelles, et en réalité ont été acceptées par les tribunaux par le passé. Les autochtones du Sarawak contestent cet amendement et rappellent que les concepts de *pemakai menoa* et *pulau galau* doivent figurer dans le Code territorial (*Land Code*).

En **Malaisie péninsulaire**, un compromis juridique a été observé au Kelantan - un Etat où l'exploitation forestière endémique et la non-reconnaissance des droits des Orang Asli à leurs terres coutumières caractérisent généralement la position de l'Etat vis-à-vis des Orang Asli. En 2017, après que la Haute Cour ait décidé que les Temiar Orang Asli de Pos Belatim jouissent des titres autochtones de propriété de 9.360 hectares de leurs territoires traditionnels, le gouvernement étatique a accepté en appel de passer un accord amical sur ce sujet avec les Orang Asli. De leur côté les Orang Asli étaient disposés à signer cet accord, en particulier à cause de la gouvernance imminente du TR Sandah, qui pouvait compromettre leur victoire devant cette cour de justice. Dans un jugement de consentement enregistré par la Cour d'appel le 13 avril 2018, le gouvernement de l'Etat du Kelantan a accepté d'accorder un titre pour les zones habitées, cultivées et occupées, tandis que le reste de la forêt et les zones de circonscription continueront d'être reconnues comme réserves forestières ou forêts protégées, en interdisant l'exploitation du bois et en autorisant les habitants temiar d'en faire usage pour leur subsistance traditionnelle et leurs activités culturelles.

Au **Sabah**, où la délivrance des « titres communaux » par le gouvernement précédent a suscité beaucoup d'insatisfaction et de la colère, le nouveau gouvernement a décidé de révoquer ces titres déjà délivrés. Près de 96 titres communaux ont été délivrés depuis 2010, concernant 61.620 hectares aux 13.789 bénéficiaires autochtones (cela ne concerne pas les détenteurs de titres dans les 15 districts du Sabah. Ces titres communaux sont des terres détenues en *fiducie* par le bureau du district ou le collecteur assistant du revenu foncier, qui ont le pouvoir sur les terres cultivées afin de déterminer si les terres peuvent être données aux proches. Le gouvernement a également utilisé la terre communale pour la coentreprise avec des sociétés privées ou acteurs du développement, souvent sans le consentement préalable, libre et informé des communautés autochtones. Ces dernières étaient très en colère, ce qui a conduit le nouveau Premier ministre du Sabah à annoncer que les titres de terre communale allaient être révoqués, début décembre 2018, afin que les droits fonciers autochtones soient mieux protégés.

La conformité avec les normes internationales

Leo Heller, le Rapporteur Spécial des Nations-Unies pour l'eau et l'assainissement, a visité la Malaisie en novembre 2018. Bien que la majorité des Malaisiens aient accès à

l'eau potable et à de vraies installations d'assainissement, il a constaté qu'on ne pouvait pas dire la même chose pour les Orang Asal. La dégradation environnementale causée par la déforestation, l'introduction des mini-plantations et la construction de barrages ont altéré l'accès à une eau de qualité pour les nombreuses communautés des Orang Asal.¹³

Conformément au Manifeste électoral du Pakatan Harapan, il faut supprimer toute trace de discrimination dans l'administration et l'application des lois de la Malaisie, et le Premier ministre dans son discours à l'Assemblée générale des Nations-Unies le 28 septembre 2018 a affirmé que la « *Malaisie Nouvelle adhérerait aux principes promus par l'ONU dans nos engagements internationaux. Ceux-ci englobent les principes de vérité, les droits humains, les règles de droit, la justice, l'équité, la responsabilité et la responsabilité financière ainsi que le développement durable.* »¹⁴ Cependant son premier geste pour tenir cet engagement - la ratification de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (CIEDR) - a été politisée par la nouvelle opposition. Ils ont pu recevoir un énorme soutien dans la majorité conservatrice des Malais musulmans pour s'opposer à toute tentative de ratification de la CIEDR par crainte que cela pût diminuer ou anéantir leurs droits, car ils sont Malais et musulmans. La résignation du nouveau gouvernement indique sa tendance à d'être plus animé par le populisme que par les droits de l'homme quand il s'agit de reconnaître les droits des Orang Asal.

Perspectives positives

Ces dernières années, les désaccords et les conflits entre les Orang Asal et le Ministère des forêts se sont produits surtout lors de leur revendication du territoire de forage et agricole sur les réserves forestières comme territoire ancestral ou coutumier. Alors que la Loi sur la gestion forestière (*National Forestry Act*) de 1984 garantit la création de réserves forestières permanentes, elles sont pour l'usage exclusif de la production de bois de chauffage à moins qu'elles ne soient considérées comme autres types de forêt (comme une réserve d'eau du bassin versant ou refuge faunique).¹⁵ Avec une nouvelle direction, le Ministère des forêts du Sabah semble s'engager sur une démarche plus inclusive concernant la gestion forestière, en collaboration et avec le respect des droits autochtones (un principe acceptable).¹⁶

Plusieurs communautés orang asal continuent de cartographier leurs territoires coutumiers, soit pour soutenir leurs revendications sur ceux-ci, soit pour les utiliser comme outil de gestion pour la conservation et de protection de ces zones. La communauté penan du Sarawak a néanmoins placé la cartographie de la communauté à un plus haut niveau. Au cours des 15 dernières années, la communauté a beaucoup œuvré pour achever 23 cartes détaillées sur l'utilisation de leurs territoires ancestraux totalisant 10 000 km². Le 15 novembre 2017, les dirigeants penan de Baram et Limbang ont présenté ces cartes au gouvernement étatique avec la pétition pour que cette zone soit protégée en tant que parc de la forêt pluviale afin d'être considéré « héritage forestier de Baram » (connu auparavant comme « le Parc des Penan pour la paix »).¹⁷

Les communautés autochtones assureront la gestion du futur parc, avec le soutien du gouvernement étatique qui doit encore s'affirmer en faveur du projet.

Le nouveau gouvernement a également apporté quelques changements positifs dans le sens où les chefs et les institutions autochtones ont droit à la notoriété et à plus de responsabilités. Pour la première fois, le juge président est un Orang Asal : Richard Malanjun, originaire du Sabah.¹⁸ Son ascension au poste le plus élevé du système

judiciaire a montré qu'il a été capable de prendre des mesures proactives pour s'assurer que les droits autochtones soient intériorisés dans les mentalités des membres du système judiciaire, grâce à la formation, aux expositions et aux séminaires. Le juge président a également appelé à renforcer le rôle du système de la Cour autochtone (*Native Court system*) afin qu'elle soit au même niveau que les tribunaux civils.¹⁹

À cette fin, Jannie Lasimbang, la Ministre assistante de la législation et des Affaires autochtones (un nouveau ministère dans le gouvernement de Sabah), qui est aussi une célèbre activiste autochtone,²⁰ a des projets pour renforcer le rôle du système de la *Native Court system* et pour préparer les chefs autochtones à leurs nouvelles responsabilités et nouveaux rôles avec méthode.

Notes and références

1. Data sourced from the Statistics Department on 27 January 2015 is available at: <http://bit.ly/2Egr20h>. The actual number of natives is considered lower than this estimate. There is no breakdown by ethnic group available. There is no current population data available for the Orang Asli, but this is sourced from the estimate of the Department for Orang Asli Development (JAKOA).
2. The manifesto, entitled *Buku Harapan: Rebuilding our nation, fulfilling our hopes* is available at: <http://bit.ly/2Egspfr>
3. Op. cit. Promise 38 of the Pakatan Harapan manifesto, *Buku Harapan: Rebuilding our nation, Fulfilling our hopes*.
4. See SUHAKAM, "Report of the national inquiry into the land rights of indigenous peoples." Available at: <http://bit.ly/2Ec4Fc8>
5. Op. cit. Promise 38 of the Pakatan Harapan manifesto, *Buku Harapan: Rebuilding our nation, Fulfilling our hopes*.
6. Op. cit. Promise 48 of the Pakatan Harapan manifesto, *Buku Harapan: Rebuilding our nation, Fulfilling our hopes*.
7. While there was no formal announcement of this discontinuation, the writer is privy to the fact as he sat on the Task Force as an independent consultant.
8. Amnesty International has reported on the extent of risk faced by Indigenous peoples in Malaysia and the failures of the state to protect these human rights defenders from threats, intimidation and violence in their 2018 publication, "*The Forest is Our Heartbeat: The Struggle to Defend Indigenous Land in Malaysia*." Available at: <http://bit.ly/2EhQ5Qw>
9. See Channel NewsAsia, "Sarawak opposition politician shot dead," available at: <http://bit.ly/2Ekb3hw>
10. See The Star Online, "Man sentenced to death for murder of activist and politician Bill Kayong – Nation," available at: <http://bit.ly/2EfiSVU>
11. See TheStarTV.com, "Standoff at Temiar blockade," available at: <http://bit.ly/2EgD4XC>
12. See Civil Appeal no: Q-01-463-2011, available at: <http://bit.ly/2EgDcq4>
13. See SDG Knowledge Hub at the IISD, "Special Rapporteur on Water and Sanitation Urges Malaysia to Focus on 'Off Radar' Groups," available at: <http://bit.ly/2Ekc7C2>
14. See New Straits Times, "[Speech text] Dr Mahathir at 73rd UN General Assembly," available at: <http://bit.ly/2EkMQru>
15. National Forestry Act 1984 (Act 313), Section 10 (1) & (4). Available at <http://bit.ly/2EhjWsn>
16. See WWF Malaysia, "Sabah Forest Policy 2018 A Step Forward in Sabah's Environmental Conservation," available at: <http://bit.ly/2EnokWG>
17. See BorneoPost Online, "Penans want Baram Heritage Forest to be established," available at: <http://bit.ly/2EltWkx>
18. See New Straits Times "Richard Malanjum, the first Chief Justice from the Borneo states," available at: <http://bit.ly/2EjYvGZ>
19. See Free Malaysia Today, "CJ: Native courts should be on par with civil and shariah courts," available at: <http://bit.ly/2EhFoxj>
20. See page 350 of *the Indigenous World 2017*, available at: <http://bit.ly/2EkcFrA>

Colin Nicholas est le fondateur et le coordinateur du Centre pour les préoccupations des orangs asli (COAC), membre associé du Jaringan Orang Asal SeMalaysia (JOAS), réseau des peuples autochtones de Malaisie.

Source : IWGIA 2019 The Indigenous World
Traduction pour le GITPA par **Constance Vaganay**